

LA JUSTIFICATION PRAGMATIQUE DES CROYANCES*

Dans *Va savoir !*, Pascal Engel (2007) présente un panorama très riche et articulé de la philosophie de la connaissance contemporaine. Abordant les problèmes principaux discutés dans ce domaine, il analyse de manière détaillée les débats récents et soutient des thèses très stimulantes qui portent sur la *connaissance en général*. Sa position est généraliste et s'oppose non seulement au sceptique, mais aussi au contextualiste. Six chapitres sont consacrés respectivement aux théories de la justification, aux défis du sceptique et du contextualiste, à la conception « externaliste » de la connaissance, à la responsabilité épistémique, à la justification *prima facie* et finalement à la connaissance *a priori*. La thèse principale est que, pour répondre aux défis sceptiques, on peut reformuler la réponse de sens commun de Moore, mais il faut avant tout distinguer, outre la position de Moore lui-même, plusieurs sortes de positions néo-moor ennes (p. 13), et mettre au centre du débat la notion même de connaissance comme condition externe et prioritaire (p. 17-18, 96), suivant en cela la thèse externaliste de Williamson (2000). La « preuve » de Moore, l'argument sceptique de l'ignorance et l'argument b otien qui répond au sceptique sont les trois arguments principaux sur lesquels le livre revient maintes fois ; le troisième d'entre eux est l'argument néo-moor en avec lequel, sous une certaine forme « dogmatiste », Engel sympathise pour rendre justice à certaines intuitions

* Une version antérieure de ce texte a été présentée lors d'un séminaire à l'Université de Genève autour de *Va savoir !* le 13 décembre 2007. Je remercie tous les participants au séminaire pour leurs suggestions.

Revue philosophique, n  4/2008, p. 463   p. 475

internalistes sur la justification sans renoncer à toute thèse néo-mooréenne et externaliste sur la connaissance (p. 123, 227).

Je me propose de défendre la thèse critiquée par Engel selon laquelle la justification des croyances peut être de nature pragmatique, c'est-à-dire dépendre des enjeux pratiques de la situation dans laquelle se trouve le sujet ayant une certaine croyance. Je vais ainsi soutenir qu'au moins dans certains contextes le critère de justification des croyances est précisément un critère pragmatique. J'insisterai aussi sur le fait que, dans des contextes spécifiques, comme le contexte juridique, il y a des cas où une connaissance est attribuée à un sujet en faisant abstraction de la justification qu'il peut avoir ou non de la vérité de sa croyance. Dans ces cas, l'attribution de connaissance est justifiée par les enjeux pratiques de la situation, de façon analogue à celle où une croyance est justifiée par un critère pragmatique. Ces remarques s'adressent aussi bien aux conceptions généralistes que purement épistémiques de la justification des croyances.

1. La justification pragmatique des croyances

Je vais donc défendre la thèse qui, admettant qu'avoir une connaissance c'est avoir une croyance vraie et justifiée, soutient que la justification des croyances *peut* être de nature pragmatique. En quel sens ? Au sens où la justification peut dépendre des intérêts ou des enjeux pratiques de la situation. Quelle situation ? Celle où se trouve le sujet ayant une certaine croyance ou qui veut « fixer » une certaine croyance. Ces enjeux sont-ils pour les attributeurs de savoir ou pour les sujets ? Pour les sujets, même si ce qui compte comme « savoir » est souvent déterminé par les critères d'attribution. Pour défendre cette thèse, je soutiendrai qu'au moins dans certains contextes le critère de justification des croyances est précisément un critère pragmatique.

Selon l'analyse traditionnelle de la *connaissance* comme *croyance vraie et justifiée*, un sujet S sait que *p* si et seulement si : (i) S croit que *p* ; (ii) il est vrai que *p* ; (iii) la croyance de S que *p* est justifiée. Or ce qui compte comme justification de la croyance peut dépendre des enjeux pratiques. Engel discute le genre d'exemples présentés par des auteurs contextualistes comme Cohen et DeRose (p. 76-80) ; ces exemples visent à montrer que la même croyance, obtenue de la même manière, peut être justifiée si l'enjeu est faible,

Revue philosophique, n° 4/2008, p. 463 à p. 475

et injustifiée si l'enjeu est élevé (DeRose, 1991, 1995, 2002 et 2006). Les cas suivants le montreraient.

Cas 1 : *enjeu faible*. Jean et Marie rentrent chez eux un vendredi après-midi. Ils envisagent de s'arrêter à la banque pour déposer les chèques de leurs salaires. Ce n'est pas urgent pour eux, car ils n'ont pas de prélèvement en cours. Comme tous les vendredis, il y a une queue à la banque. Marie dit alors : « Inutile de faire la queue aujourd'hui, je sais que la banque est ouverte samedi, car j'y suis allée il y a quinze jours un samedi, et nous pouvons bien déposer nos chèques demain matin. »

Cas 2 : *enjeu élevé*. Même situation, mais ils ont des prélèvements en cours, et peu d'argent sur leur compte. Il est donc important qu'ils déposent leurs chèques le plus vite possible. Marie note que la banque était ouverte samedi il y a quinze jours car elle s'y est rendue. Mais Jean lui fait remarquer que les banques changent souvent leurs horaires. Marie répond : « Tu dois avoir raison. Je ne sais pas si la banque sera ouverte. »

Même s'il reconnaît le mérite de certaines intuitions du contextualisme, Engel rejette l'idée d'une justification pratique et souligne que la justification est toujours effectuée en termes de données : « Quand on a de fortes raisons de désire savoir, on a besoin de plus de données que quand on n'a pas de fortes raisons de désire savoir », ou, autrement dit, « quand la pression devient plus forte pour le sujet du point de vue pratique, la quantité de données devient plus pertinente » (p. 92). La conclusion que j'aurais tendance à tirer de ce constat est que, justement, la quantité et la qualité des données ne déterminent pas directement la justification, puisque celle-ci dépend de quelque « standard » (norme), lequel à son tour dépend des enjeux pratiques. Quand un sujet doit prendre une décision dans de très brefs délais et que cette décision requiert la formation d'une croyance, le « standard » de justification est plus bas que dans les cas ordinaires. Mais il y a aussi beaucoup de cas où le « standard » est plus élevé. En voici un exemple juridique.

Considérons un cas anglais de 1915, *Rex vs. Smith*¹. Smith était accusé de l'assassinat de M..., qui avait été trouvée morte dans sa salle de bains après leur mariage. Dans le procès, des données furent présentées indiquant que, après la mort de M..., deux autres femmes avaient été trouvées mortes dans leurs salles de bain – dans des circonstances analogues –   savoir, après leur mariage avec

1. 11 Cr. Ap. R. 229, 84 L.j.k.b. 2153. Sur ce cas, cf. MacCormick (1984).

Revue philosophique, n  4/2008, p. 463   p. 475

Smith. En outre, la preuve fut donnée que Smith avait consulté un avocat pour savoir s'il pouvait hériter l'argent de M... Or la question est de savoir si, sur la base des données disponibles, on pouvait croire de manière justifiée que Smith était le meurtrier. L'homme de la rue dira sans doute que les données étaient suffisantes pour le croire de manière justifiée (et donc pour le savoir si cela était vrai). Hélas, aujourd'hui, les juristes tendent à dire que les données étaient insuffisantes¹. Comment rendre compte de cette différence ? Sans doute avec l'idée que l'homme de la rue et le juriste appliquent des critères de justification dont la différence s'explique par des enjeux pratiques : la vie de Smith ne dépendait pas du jugement de l'homme de la rue, mais sans aucun doute du jugement de la cour.   propos de *Rex vs. Smith*, l'homme de la rue est autorisé à croire ce que le juriste n'est pas autorisé à croire, car leurs « standards » ou normes ne sont pas les mêmes. Dans un procès pénal, on a besoin de plus de données.

Cela n'équivaut pas à une conception volontariste de la justification et de la connaissance, ni à substituer des raisons pratiques aux raisons de croire. Il s'agit plutôt de reconnaître que la quantité et la qualité des données nécessaires à justifier une croyance varient selon les contextes et les enjeux. La « barre » de la justification peut ainsi être placée à des hauteurs différentes en fonction d'enjeux pratiques. Je vois là un corollaire de la nature normative de la justification : si le concept de justification est un concept normatif qui n'est pas compl tement naturalisable, c'est à nous de décider – selon le contexte, les intérêts, les attitudes normatives – où la barre est à placer.

2. *L'attribution pragmatique de connaissance*

Pour démontrer l'importance des enjeux pratiques dans le domaine épistémique, je note aussi que, dans des contextes spécifiques (comme le contexte juridique), il y a des cas où une connaissance est attribuée à un sujet ayant une croyance vraie, même s'il n'a pas de justification pour sa croyance ou en faisant abstraction de la justification de sa croyance. Pourquoi ? Parce que l'attribution de connaissance est motivée par les enjeux pratiques de la situation.

1. La spécification « aujourd'hui » est importante, puisque, à l'époque, Smith fut condamné à mort, ce qui confirmerait une thèse contextualiste quant aux « standards » de justification.

Revue philosophique, n  4/2008, p. 463   p. 475

Selon l'analyse traditionnelle de la *connaissance comme croyance vraie et justifiée*, un sujet S sait que *p* si et seulement si les trois conditions rappelées ci-dessus sont remplies. Est-ce que cela vaut dans tous les cas et tous les contextes ? Gettier a soutenu que les trois conditions ne sont pas suffisantes, mais l'on peut soutenir que, dans certains cas, elles ne sont pas nécessaires non plus¹. L'exemple imaginaire qui suit est encore un exemple juridique qui concerne l'évaluation de la responsabilité pour une conduite.

Imaginons que Silvio pousse Romano et qu'il le fait tomber d'un bateau dans la mer. Silvio croit que Romano ne sait pas nager et que, par conséquent, il va mourir noyé. Malheureusement pour lui, il est vrai que Romano ne sait pas nager². Donc, il va se noyer. Silvio est-il responsable de la mort de Romano ? Nos intuitions nous disent que oui. Si un sujet S a provoqué quelque dommage ou préjudice et que sa conduite a constitué un crime, la responsabilité de ce dommage ou crime est normalement imputée à S si *a*) S *savait* que sa conduite allait (probablement) déterminer ce dommage ou crime³, et *b*) l'on démontre que *a*).

Or Silvio *savait-il* que Romano allait se noyer ? Pour répondre à cette question selon l'analyse traditionnelle, il faudrait savoir si Silvio avait une justification pour sa croyance. Si oui, il savait que Romano ne savait pas nager et qu'il allait se noyer. Si non, il ne le savait pas. Mais, selon les critères juridiques courants, la justification n'est pas pertinente dans ce contexte. Le critère pour déterminer *a*) n'est pas le critère traditionnel de la connaissance comme croyance vraie et justifiée, mais un critère plus simple constitué par deux conditions, où « savoir » signifie « avoir une croyance vraie ». Pour imputer à Silvio la responsabilité de la mort de Romano, il faut établir que Silvio savait que Romano allait (probablement) se noyer, mais pour établir qu'il le savait il suffit démontrer (i) qu'il le

1. Gettier (1963). Cf. Engel (2000 *a*, chap. 3). Les remarques de Gettier sont déjà anticipées par Russell (1912, chap. 13).

2. Ce type de savoir est un savoir-comment, alors que le savoir de Silvio qui nous intéresse est un savoir-que. Sur cette distinction, brièvement discutée par Engel à la fin du livre (p. 228-232), cf. Ryle (1949) et, pour une critique, Stanley et Williamson (2001).

3. Cette condition est souvent formulée en termes d'*intention*, dont la connaissance en question est une présupposition. Cf. Naffine (2001).

4. Ce que Silvio croit peut être analysé en trois sous-croyances : *a*) Romano ne sait pas nager ; *b*) dans les conditions données, ceux qui ne savent pas nager vont (probablement) se noyer ; *c*) Romano va (probablement) se noyer. Ces détails ne touchent pas au point principal.

Revue philosophique, n  4/2008, p. 463   p. 475

croyait et (ii) que sa croyance était vraie⁴. Dans ce contexte, on utilise une notion de *connaissance* comme *croyance vraie*.

Pourquoi utiliser ce critère moins strict ? Supposons que Romano lui-même avait informé Silvio qu'il ne savait pas nager et que Silvio le croyait pour cela. Ou alors que Silvio le croyait parce qu'il avait consulté un oracle à cet égard. Dans le premier cas, il avait une justification pour sa croyance ; donc, selon la conception traditionnelle, il savait que Romano allait se noyer. Dans le second, il n'avait pas de justification, donc il ne le savait pas. Cette différence devrait-elle conduire à des conclusions différentes quant à la responsabilité de Silvio ? La conséquence absurde et injuste serait que Silvio est responsable dans le premier cas et non dans le second. Donc, pour l'attribution de la connaissance que Romano allait se noyer et pour l'imputation de la responsabilité de sa mort, la justification de la croyance de Silvio n'est pas pertinente¹.

Dans ce contexte, un sujet S sait que p si et seulement si : (i) S croit que p ; (ii) il est vrai que p . Ce qui motive l'usage de ce critère moins strict est l'importance des enjeux pratiques dans ce type de cas. Il s'agit de la violation d'une norme juridique qui protège des biens (comme la vie dans notre exemple) et de l'évaluation de la responsabilité pour cette violation. À cette fin, on considère que la notion de connaissance comme croyance vraie suffit et que la justification n'est pas pertinente, puisqu'une différence dans la justification de la croyance de l'agent ne légitime pas une différence dans les conséquences normatives, c'est-à-dire dans la sanction pour la conduite. Silvio est responsable de la mort de Romano, indépendamment de la source de sa croyance (imprudente confiance de Romano, oracle, etc.). Donc, l'attribution de connaissance est motivée par les enjeux pratiques de la situation, comme dans le cas où une croyance est justifiée par un critère pragmatique : les enjeux pratiques sont déterminants pour attribuer, d'une part, la connaissance et, de l'autre, la justification d'une croyance.

3. Un défi pour le généraliste

Engel se propose de discuter de la connaissance *en général*, et pourrait rejeter à ce titre ces remarques comme très spécifiques et liées à des contextes particuliers. En fait, il ne s'agit pas de soutenir

1. Cependant, la notion de justification garde bien son rôle et son importance dans l'évaluation des faits et de ce qui compte comme *preuve* de cette connaissance, c'est-à-dire pour déterminer si l'on sait que Silvio savait que p .

Revue philosophique, n° 4/2008, p. 463 à p. 475

une conception *contextualiste* de la connaissance, ni de généraliser ces remarques, à la différence de Sartwell (1992), par exemple, pour qui, en général, la croyance vraie suffit à définir la connaissance, thèse justement rejetée par Engel (p. 26). Mais si le généraliste en matière de connaissance veut l'emporter sur le contextualiste, il doit ou bien donner une explication de ces phénomènes récalcitrants, ou bien admettre qu'il y a des exceptions à sa thèse. Dans le premier cas, quelle explication ? Dans le second, il risque de devoir admettre tant d'exceptions que sa thèse perd de sa généralité, ne valant que par défaut et devenant moins intéressante que ses exceptions.

Quant à la justification pragmatique des croyances, on a vu qu'il y a des cas (comme lorsqu'une décision est à prendre rapidement) qui constituent des exceptions aux cas ordinaires (dans lesquels on n'est pas pressé) parce que leur standard de justification est plus bas. Mais il y a aussi des cas (comme *Rex vs. Smith*) qui constituent des exceptions parce que leur standard est plus élevé. Si l'on considère la plupart des cas dont nous avons l'expérience, on pourrait soupçonner que les « cas ordinaires » ne sont que des abstractions intellectuelles obtenues en faisant la moyenne des cas réels avec leurs standards différents. Il en va de même pour l'acceptation du témoignage (p. 163-174) : les standards d'acceptation varient selon les contextes et les enjeux. En outre, si certaines inférences – comme l'induction – ont une justification pragmatique¹, on ne voit pas pourquoi les croyances obtenues par ces inférences n'auraient pas (au moins indirectement) une justification du même type.

Quant à l'attribution pragmatique de connaissance, on pourrait soulever l'objection suivante : dans le type d'exemple qu'on vient de considérer (Silvio et Romano), il ne s'agit pas d'une conception de la connaissance, mais seulement d'un usage de cette notion pour une fin pratique. Cependant c'est un usage bien consolidé et qui s'accorde avec notre sens de la justice dans ce type de cas ; on ne comprend pas bien pourquoi l'usage dans ce contexte devrait être considéré comme incorrect sur la base d'autres usages (et non l'inverse).

Pour rendre justice à ces remarques et à la critique d'Engel, ce qu'il faut discuter maintenant plus en détail, c'est le *contextualisme*

1. Cf. Salmon (1991), Dokic et Engel (2001, p. 27-28), Levi (2004, p. 479-480).

Revue philosophique, n  4/2008, p. 463   p. 475

en épistémologie. Les partisans du contextualisme, relève Engel, soutiennent que le sens des mots « savoir » et « connaître » est variable selon les contextes (p. 59, 73). Il n'est pas nécessaire de lier cette thèse à quelque forme de réponse au scepticisme (p. 76) (même si Engel tend à présenter les deux comme liés). La thèse contextualiste peut vouloir dire tout simplement que les critères pour considérer une croyance comme justifiée et pour attribuer une connaissance à quelqu'un varient selon les contextes : il y a des contextes où les conditions sont plus strictes et d'autres où elles le sont moins (p. 75-76). Cette variabilité dépend des enjeux pratiques : selon le type d'intérêts et enjeux pratiques, parfois les conditions sont plus strictes (comme dans *Rex vs. Smith*), parfois moins strictes (comme dans le cas de Silvio et Romano).

Engel distingue deux formes de contextualisme en épistémologie (p. 73-74) : la première, qui concerne les attributions de savoir, soutient que la notion de savoir change selon le mode d'attribution ; la seconde, qui concerne les contenus de savoir, soutient que cette notion change aussi selon le type de contenu. Bien que l'idée centrale du contextualisme soit « d'une simplicité lumineuse » (p. 74), Engel remarque qu'elle soulève plusieurs problèmes. Par exemple, on ne verrait pas clairement quand le contexte change ni comment, ni par rapport à quoi change le sens du mot « savoir ». De plus, elle soulève une forme de relativisme fort critiquée par Engel (p. 81-82). Sur ce dernier point, à mon avis, il s'agit d'une forme de « relativisme » tout à fait acceptable, consistant dans l'idée que les conditions d'application des mots comme « savoir » ou « connaissance » varient selon les contextes. On ne dit pas que la même proposition est vraie ou fausse selon les jugements, mais que le même fait ou état de choses peut être qualifié différemment selon les critères.

Prenons la croyance de Silvio selon laquelle Romano ne sait pas nager. Si l'avocat de Silvio dit que 1 / Silvio avait formé sa croyance après avoir consulté un oracle et que donc, comme cette croyance n'était pas justifiée ; 2 / Silvio ne savait pas que Romano ne savait pas nager, l'inférence de l'avocat n'est alors pas acceptable, puisque, dans le contexte en question, la justification n'est pas pertinente pour l'attribution de savoir. Mais l'inférence de 1) à 2) reste valide hors du tribunal¹.

De façon analogue, dans le cas *Rex vs. Smith*, du fait que 1 / les trois femmes de Smith ont été trouvées mortes dans des circons-

1. Pour une conception inférentialiste de l'interprétation et de l'argumentation juridique, cf. Canale et Tuzet (2007).

Revue philosophique, n° 4/2008, p. 463 à p. 475

tances analogues et du fait que 2 / Smith avait consulté un avocat à propos de l'argent de M..., l'homme de la rue peut inférer que 3 / Smith est le meurtrier de M..., tandis que le juriste a tendance à refuser cette inférence. On pourrait répondre que croire est une chose et accepter pour des fins pratiques est une autre¹. Dans notre exemple, une cour pourrait croire que 3, mais refuser d'accepter cette proposition comme prémisse d'un raisonnement pratique (vu que les enjeux sont élevés). Pourtant, y croient-ils vraiment ceux qui ne sont pas prêts à agir sur sa base ?

Engel distingue trois objections principales au contextualisme (p. 82-88). Premièrement, les *objections sémantiques* : si le contenu sémantique de « savoir » ou de « connaissance » varie selon les contextes, ou devrait admettre que des phrases comme « Jean sait que la banque est ouverte, mais il ne sait pas réellement qu'elle l'est » (p. 83) sont légitimes ; pourtant elles sont assez bizarres, voire incorrectes. Cela dépend à mon avis, dans l'exemple donné, de l'adverbe « réellement », qui donne la fausse impression qu'il y a un contexte privilégié et correct face aux autres qui ne le sont pas. Si l'on change d'exemple, l'impression peut changer aussi. La phrase, « Selon les standards ordinaires Silvio ne savait pas que Romano ne savait pas nager, mais selon les standards juridiques il le savait » n'est pas si bizarre².

En deuxième lieu, l'objection de l'*aveuglement sémantique* : si le contextualisme était correct, les attributions de croyance et connaissance seraient systématiquement ambiguës et les sujets qui n'en ont pas conscience seraient systématiquement dans l'erreur sur le sens des mots qu'ils emploient (p. 85-86).   cela on peut répondre : pourquoi « systématiquement » ? Un contextualiste modéré peut dire que la dépendance du contexte n'est pas une nécessité métaphysique mais une simple contingence du langage et des pratiques linguistiques, et que les modes de la dépendance varient aussi de manière contingente. En ce sens, le contextualisme ne serait pas une thèse métaphysique sur la nature du langage ou de la signification, mais une description de leurs modalités effectives dans des pratiques données. Donc, on pourrait dire que « savoir » ou « connaître » ont pour nous une signification standard, celle des

1. Je remercie Joëlle Proust pour cette remarque. Cf. Engel (2000 b).

2. Après avoir examiné certains arguments portant sur les indexicaux et la sensibilité au contexte, Engel considère qu'« aucun de ces arguments linguistiques n'est décisif contre le contextualisme épistémologique, mais on peut dire qu'aucun argument linguistique en faveur de cette thèse ne l'est davantage » (p. 85). Cf. Bianchi (2001), Recanati (2004 et 2007).

Revue philosophique, n  4/2008, p. 463   p. 475

contextes ordinaires, mais aussi des significations spéciales (par exemple, dans le domaine juridique) et que cela ne comporte aucune « ambiguité systématique » ou « erreur systématique ».

En troisième lieu, l'objection portant sur les *conditions de vérité et conditions d'assertabilit * : en soutenant que les conditions de vérité des attributions de la forme « S sait que p » varient selon les contextes, le contextualisme confond les conditions de vérité avec les conditions d'assertabilit  (p. 86-88). Mais le contextualiste pourrait répondre que, à moins de considérer la connaissance comme une propriété naturelle, il n'y a pas de connaissance au-delà de ce que nous considérons comme connaissance¹ ; donc, en ce sens, les conditions de vérité des attributions comme « S sait que p » dépendent de leurs conditions d'assertabilit  (autrement dit, des conditions d'application des mots comme « savoir »).

Reste une autre position théorique à considérer : l'« invariantisme sensible », qui constitue une sorte d'hybride entre le contextualisme et l'invariantisme sur le sens des mots comme « savoir » (p. 88-94, cf. Stanley, 2005) et soutient que les enjeux à évaluer pour les attributions de connaissance sont ceux du sujet (et non ceux de l'attributeur). « Selon l'invariantisme sensible, ce sont essentiellement les facteurs pratiques de l'environnement du sujet qui déterminent les conditions de vérité des attributions de connaissance. Mais d'autres circonstances du sujet peuvent aussi nous conduire à modifier nos attributions de savoir, comme la saillance d'une hypothèse sur laquelle on attire notre attention » (p. 91). Quel est le rapport entre invariantisme sensible et contextualisme ? Ce qu'ils ont de commun « est que tous deux admettent que des facteurs contextuels affectent nos attributions de connaissance. La différence entre les deux est que le premier admet que, dans un contexte donné, on peut affirmer que le sujet possède le savoir alors que dans un autre il cesse de le posséder, tandis que le second pr diquera le savoir dans les deux situations, mais en soutenant que les standards épistémiques diff rent » (p. 91).

Ces deux options théoriques sont également rejetées par Engel qui souscrit à une forme d'« invariantisme *insensible* ». Ce qui me semble en tout cas problématique, c'est le principe – appelé (KRP) – concernant le rapport entre connaissance et raisonnement pra-

1. Le caractère normatif de la justification exclut que la connaissance au sens traditionnel soit une propriété naturelle, à moins de dire que ses normes aussi sont naturelles. Sur la connaissance comme genre naturel, cf. Kornblith (2002).

Revue philosophique, n  4/2008, p. 463   p. 475

tique : « Une attribution de savoir à la première personne est vraie dans un contexte si et seulement si cette proposition est une prémisse appropriée pour un raisonnement pratique dans ce contexte » (p. 94). Ce principe me semble problématique dans la mesure où il peut signifier deux choses très différentes : a) une attribution de savoir de ce type est vraie *parce qu'elle est appropriée en tant que prémisse dans un raisonnement pratique* ; b) une prémisse est appropriée pour un raisonnement pratique *parce qu'elle est vraie en tant qu'attribution de savoir*. Engel soutient plutôt b) (p. 232), mais cela n'implique pas que les attributions de savoir ne soient pas déterminées, au moins en partie, par des critères pragmatiques.

Je dois encore considérer une objection générale à mes remarques : la conception externaliste et néo-moor enne présentée par Engel et inspirée d'une thèse de Williamson abandonne la conception traditionnelle et internaliste de la connaissance comme croyance vraie et justifiée, alors que mes remarques restent fondamentalement liées à cette conception traditionnelle. Or la thèse centrale de *Va savoir !* est-elle vraiment celle de Williamson selon laquelle il faut placer au centre du débat la notion de connaissance comme notion primitive ? J'ai des doutes à ce propos. L'auteur écrit, au début du livre : « La question importante n'est pas tant celle de savoir quelle réponse donner au scepticisme, que personne ne prend vraiment au sérieux, que de savoir quelle sorte d'analyse donner de la connaissance et de la justification des croyances » (p. 11). Il y a peut-être une tension dans ce livre, entre la tentation d'embrasser la thèse externaliste de Williamson et le désir de ne pas abandonner les intuitions internalistes à propos de la justification ni la conception traditionnelle de la connaissance comme croyance vraie et justifiée (cf. p. 92-93).

Une dernière question : nos besoins et intérêts pratiques nous poussent à créer une réalité sociale et institutionnelle au-dessus de la réalité naturelle¹. Si l'on admet que les propositions portant sur la réalité institutionnelle ont des valeurs de vérité, on pourrait remarquer que la connaissance des faits institutionnels est à l'abri des doutes sceptiques. Comme la réalité institutionnelle n'a pas de statut ontologique autonome et dépend entièrement de nous, il est en principe impossible de se tromper à son propos. Il n'a pas de sens d'être sceptique sur le fait qu'on sait que G n ve est en Suisse ou que, selon l'article 6 (II c) du Code civil suisse, les cantons « peu-

1. Voir Searle (1995) sur la construction de la réalité sociale ; cf. Tuzet (2007) sur l'ontologie du droit.

Revue philosophique, n  4/2008, p. 463   p. 475

vent, dans les limites de leur souveraineté, restreindre ou prohiber le commerce de certaines choses ». Bien sûr, nous pouvons nous tromper en tant qu'individus, mais pas en tant que société : ici la propriété de factivité du verbe « savoir » (p. 24), unie à la non-autonomie de la réalité institutionnelle, exclut en principe la possibilité d'erreur.

Dans un registre différent des précédentes, cette dernière question peut confirmer l'importance des enjeux pratiques en matière de connaissance : les intérêts et les enjeux pratiques peuvent non seulement influencer la justification des croyances et l'attribution de connaissance, mais aussi créer un domaine de la réalité sur lequel il est impossible, en principe, de se tromper.

Giovanni TUZET.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bianchi C. (2001), *La dipendenza contestuale. Per una teoria pragmatica del significato*, Naples, ESI.
- Canale D., Tuzet G. (2007), « On legal inferentialism. Toward a pragmatics of semantic content in legal interpretation ? », *Ratio Juris*, vol. 20, p. 32-44.
- DeRose K. (1991), « Contextualism and knowledge attributions », *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 52, p. 913-929.
- DeRose K. (1995), « Solving the skeptical problem », *Philosophical Review*, vol. 104, p. 1-52.
- DeRose K. (2002), « Assertion, knowledge, and content », *Philosophical Review*, vol. 111, p. 167-203.
- DeRose, K. (2006), « “Bamboozled by our own words” : Semantic blindness and some objections to contextualism », *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 73, p. 316-338.
- Dokic J., Engel P. (2001), *Ramsey. Vérité et succès*, Paris, PUF.
- Engel P. (éd.) (2000 a), *Précis de philosophie analytique*, Paris, PUF.
- Engel P. (éd.) (2000 b), *Believing and Accepting*, Dordrecht, Kluwer.
- Engel P. (2007), *Va savoir ! De la connaissance en général*, Paris, Hermann.
- Gettier E. (1963), « Is justified true belief knowledge ? », *Analysis*, vol. 23, p. 121-123.
- Kornblith H. (2002), *Knowledge and its Place in Nature*, Oxford, Oxford University Press.
- Levi I. (2004), « The logic of consistency and the logic of truth », *Dialectica*, vol. 58, p. 461-482.
- MacCormick N. (1984), « Coherence in legal justification », in W. Krawietz et al. (éd.), *Theorie der Normen*, Berlin, Duncker & Humblot, p. 37-53.
- Naffine N. (éd.) (2001), *Intention in Law and Philosophy*, Dartmouth, Ashgate.
- Recanati F. (2004), *Literal Meaning*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Recanati F. (2007), *Perspectival Thought : A Plea for (Moderate) Relativism*, Oxford, Oxford University Press.

Revue philosophique, n° 4/2008, p. 463 à p. 475

La justification pragmatique des croyances

475

- Russell B. (1912), *The Problems of Philosophy*, Oxford, Oxford University Press, 1998.
- Ryle G. (1949), *The Concept of Mind*, Londres, Hutchinson.
- Salmon W. C. (1991), « Hans Reichenbach's vindication of induction », *Erkenntnis*, vol. 35, p. 99-122.
- Sartwell C. (1992), « Why knowledge is merely true belief ? », *Journal of Philosophy*, vol. 89, p. 167-180.
- Stanley J. (2005), *Knowledge and Practical Interests*, Oxford, Clarendon Press.
- Stanley J. , Williamson T. (2001), « Knowing how », *Journal of Philosophy*, vol. 98, p. 411-444.
- Tuzet G. (2007), « The social reality of law », in P. Comanducci et R. Guastini ( d.), *Analisi e diritto 2007*, Turin, Giappichelli.
- Williamson T. (2000), *Knowledge and its Limits*, Oxford, Oxford University Press.

Revue philosophique, n  4/2008, p. 463   p. 475

